

RCS : DOUAI

Code greffe : 5952

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de DOUAI atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

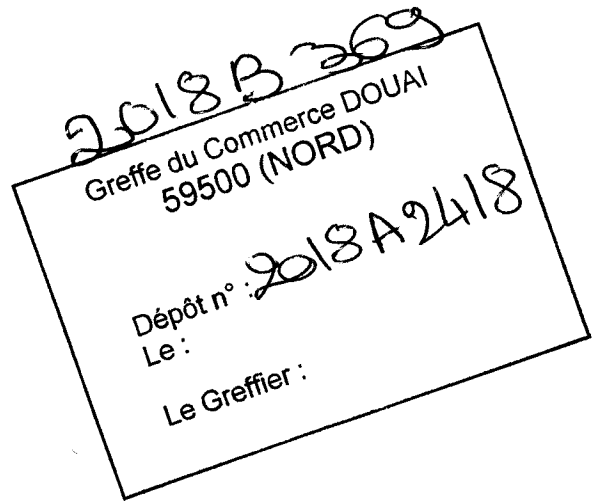
Numéro de gestion : 2018 B 00369

Numéro SIREN : 839 010 758

Nom ou dénomination : A.4.L

Ce dépôt a été enregistré le 21/06/2018 sous le numéro de dépôt 2418

**SAS A.4.L**



Société par actions simplifiées au capital de 3000 Euros

88 rue Paul Lafargue 59171 Hornaing

**ACTE DE NOMINATION DU PRESIDENT (SAS)**

**EN COURS DE CONSTITUTION**

Les soussignés :

- Lainé Mickaël demeurant au 86 rue Paul Lafargue 59171 Hornaing né le 04/06/1990 à Seclin de nationalité Française
- Pacholczyk Bertille demeurant au 86 rue Paul Lafargue 59171 Hornaing né le 07/10/1991 à Dechy de nationalité Française.

Se sont réunis à l'issue de la signature des statuts de la Société A.4.L pour désigner d'un commun accord le premier président de la société, conformément aux dispositions de l'article 16 des statuts de ladite société.

A cet effet, ils ont convenu ce qui suit :

**I Nomination du président**

Les soussignés nomment en qualité de président de la société :

M. Lainé Mickaël demeurant au 88 rue Paul Lafargue 59171 Hornaing pour une durée indéterminée qui n'entrera effectivement en fonction qu'à partir du jour où la société aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés, et qui déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées.

Il affirme n'être frappé d'aucune incapacité, interdiction ou déchéance susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat.

**II Pouvoirs du président**

Le président exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et réglementaires et dans les conditions prévues au titre des statuts.

**III Rémunération du président**

La rémunération du président sera fixée ultérieurement.

En outre, il aura droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur justificatifs.

Fait à Hornaing le 16/01/2018

Duplicata  
GREFFE DU  
TRIBUNAL DE COMMERCE  
de Douai

66 rue Saint Julien - BP 829  
59508 DOUAI CEDEX  
Tél : 0 891 01 11 11 - Fax : 03 27 88 40 49  
www.infogreffe.fr/www.greffe-tc-douai.fr

## RECEPISSE DE DEPOT

A.4.L

88 rue Paul Lafargue  
59171 Hornaing

V/REF :

N/REF : 2018 B 369 / 2018-A-2418

Le greffier du tribunal de commerce de Douai certifie qu'il a reçu le 21/06/2018, les actes suivants :

Acte sous seing privé en date du 05/04/2018  
- Constitution

Procès-verbal d'assemblée constitutive en date du 16/01/2018  
- Nomination de président

Liste des souscripteurs en date du 21/06/2018

Concernant la société

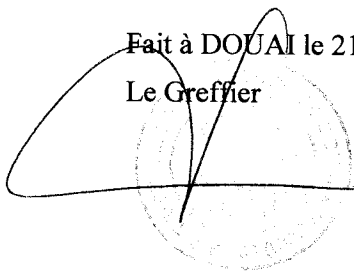
A.4.L  
Société par actions simplifiée  
88 rue Paul Lafargue  
59171 Hornaing

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2018-A-2418 le 21/06/2018

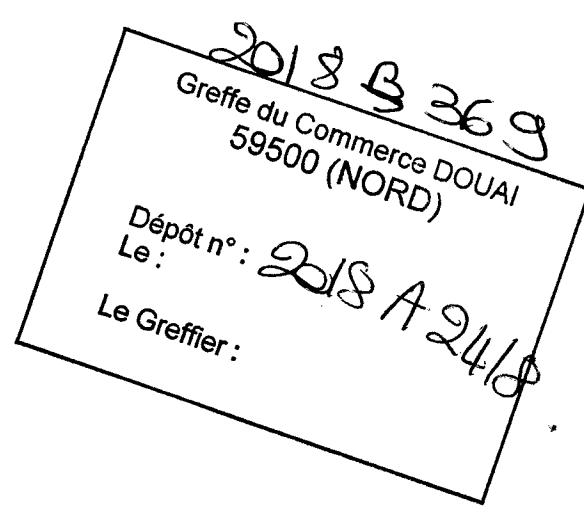
R.C.S. DOUAI 839 010 758 (2018 B 369)

Fait à DOUAI le 21/06/2018,

Le Greffier



## Statuts constitutifs



A.4.L

Société par actions simplifiée à capital variable

Capital : 3000€

Siège social : 88 rue Paul Lafargue 59171 Hornaing

Les soussignés,

Lainé Mickaël, demeurant à l'adresse suivante : 86 rue Paul Lafargue 59171 Hornaing né le 04/06/1990 à Seclin, de nationalité Française.

Et

Pacholczyk Bertille, demeurant à l'adresse suivante : 86 rue Paul Lafargue 59171 Hornaing, née le 07/10/1991 à Dechy, de nationalité Française.

Ci-après désignés les « associés »

Les actionnaires de la présente société par actions simplifiée ci-après désignée « SAS » ou « Société » sont au nombre de 2

Article 1 – Forme de la société

Il est constitué par les présentes, entre les propriétaires des actions ci-après créées, une société par action simplifiée.

La société est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier le Code de commerce, et ses articles L. 227-1 et suivants, ainsi que par les présents statuts (ci-après désignés les « statuts »).

La société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés. Elle ne peut pas procéder à une offre au public de titres financiers, ni à l'admission aux négociations sur un marché réglementé des actions. Toutefois, elle peut procéder à l'offre de titres financiers lorsque celle-ci répond aux critères de l'article L. 411-2 (I-2°, I-3°, et II) du Code monétaire et financier.

Article 2 – Dénomination

La société a pour dénomination sociale SAS A.4.L

A4L est le sigle signifiant All4Live

La société a pour nom commercial : All4Live et exploitera potentiellement par la suite les noms commerciaux / marques All4Pyro, All4Car, All4Rent, All4Okaz, All4Sound, All4Light, All4Net, All4Seure, All4Energy, All4Print, All4Video, All4Rig, All4CNC, All4HF afin d'offrir une clarté maximale aux clients.

Tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots suivants écrits lisiblement

LM  
BP

« Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

#### Article 3 – Objet social

La société a, en France et à l'étranger, l'objet social (ci-après, désigné « l'objet social ») suivant :

La prestation de service pour l'événementiel, passant par la prestation technique complète : sonorisation, éclairage, vidéo, structure, électricité, effets spéciaux, restauration, accroche, énergie. Egalement la location de matériel et véhicules. Le conseil et étude technique, la réalisation le montage et le travail de vidéos et son, production d'énergie. Ainsi que l'installation, la réalisation, la production et la vente de produits.

En outre, l'objet social comprend toutes les opérations commerciales, industrielles ou financières, mobilières ou immobilières, qui s'y rapportent directement ou indirectement, susceptibles de lui être utiles ou d'en faciliter le développement ou la réalisation, ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires, ou encore qui seraient de nature à faciliter, favoriser ou développer son commerce et son industrie. Notamment la production d'énergie.

La société peut agir directement, indirectement, seule ou en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés. Elle peut réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet social.

#### Article 4 – Siège social

Le siège social (ci-après, le « Siège social ») est fixé à l'adresse suivante : 88 rue Paul Lafargue 59171 Hornaing.

Le siège social peut être transféré dans l'Europe par simple décision du Président. Lors d'un transfert décidé par le Président, celui-ci En outre, le siège social peut être transféré en tout lieu en vertu d'une décision collective des associés à la majorité prévue par les présents statuts.

Des agences, succursales et dépôts peuvent être créés en tous lieux et en tous pays par simple décision du Président, qui peut ensuite les transférer et les supprimer comme il l'entend.

#### Article 5 – Durée

La durée de la Société est fixée à quatre-vingts ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président provoquera une décision des associés afin de décider si la société sera prorogée. A défaut d'une telle convocation des associés, conformément à l'article 1844-6 du Code Civil, tout associé pourra demander au Président du tribunal de commerce, statuant sur simple requête, la désignation d'un mandataire pour que ce dernier obtienne une décision collective des associés sur l'éventuelle prorogation de la Société.

Cette durée peut, par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire, être prorogée une ou plusieurs fois.

Les associés seront consultés pour décider de la prorogation selon les modalités prévues aux présents statuts.

#### Article 6 – Capital Social

Le capital social est fixé à 3000€, et dont la valeur nominale des actions est de 10€.

Les actions non libérées doivent l'être dans un délai de cinq ans à compter de l'immatriculation de la Société.

Article 7 – Apports constitutifs du capital social.

L'ensemble des apports effectués à la Société s'élève à la somme de 3000€ représentant la somme de tous les apports en numéraire.

Apports en numéraire

Les associés ont la possibilité de réaliser des apports en numéraire à la Société, qu'ils libèrent en tout ou partie sur un compte spécial.

La libération des apports des associés a fait l'objet d'une certification établie le 28/03/2018 par l'établissement suivant : Société Générale Denain

Les apports non libérés rendent la part correspondante des actions attribuées incessible tant que la libération n'est pas réalisée.

La libération du surplus interviendra en une ou plusieurs sur décision collective des associés.

Les actions non libérées doivent l'être dans un délai de cinq ans à compter de la date d'immatriculation de la société.

Lainé Mickaël, par ailleurs, fait apport à la société d'une somme totale en numéraire de 2100 euros libérée à 100%. L'apport en numéraire de Lainé Mickaël est rémunéré par l'attribution de 210 actions.

Pacholczyk Bertille, fait apport à la société d'une somme totale en numéraire de 900€ libérée à 100%. L'apport en numéraire de Pacholczyk Bertille est rémunéré par l'attribution de 90 actions.

Article 8 – Variation du capital social

La société créée par les présents statuts n'est pas à capital variable au sens des articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce.

La décision d'augmenter ou de diminuer le capital social implique une modification des statuts. Les formalités de dépôt et de publicité prévues par la loi s'appliquent à cette décision, qui est de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire en raison de la modification statutaire qu'elle impose.

Le prix de rachat des actions par autrui est fixé d'un commun accord entre les parties, ou à défaut d'accord, le prix est déterminé en vertu des dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Les frais d'expertise sont également partagés entre d'une part le cédant et d'autre part les acquéreurs. La décision de l'expert est insusceptible de recours.

Le présent article nécessite un vote à l'unanimité des associés pour être modifié.

#### 4 Garantie d'actif et de passif

Lors de chaque cession d'actions entre associés ou au profit de la société les parties concluent une garantie d'actif et de passif sur les actions cédées, qui sera négociée de bonne foi, selon les usages en la matière. A défaut d'entente, un avocat est désigné par les parties et rédige la garantie d'actif et de passif.

Cette garantie est arrêtée sur la base d'une situation comptable de la société à la date de cession des actions établie par la Société et certifiée par un commissaire aux comptes.

La garantie d'actif et de passif est proportionnelle en pourcentage de la quote-part du capital cédé et devra être mise en jeu dans le délai de prescription applicable en matière fiscale.

#### Article 11 – indivisibilité des actions

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune des actions. A son égard les actions sont indivisibles. Si certaines actions sont la propriété indivise de plusieurs personnes, alors les propriétaires indivis désignent un mandataire unique pour les représenter aux assemblées.

Toute action divisée en usufruit voit le droit de vote afférent dédié en toute matière au nu-propriétaire. Par exception, l'usufruitier prend les décisions concernant la répartition des bénéfices.

#### Article 12 – Mise en location des actions.

La location des actions est interdite.

#### Article 13 – droits et obligation des associés

##### 1 Les droits afférents à la propriété des actions

Chaque action donne droit à une fraction de l'actif social proportionnellement au nombre d'actions existantes. Chaque action donne droit à une voix au sein de tout vote et toute délibération.

Chaque action de même catégorie donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social, proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les associés supportent les pertes à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations sont attachés au titre, et se transmettent au cessionnaire en cas de circulation de l'action. Par ailleurs, la propriété d'une action emporte de plein droit pour l'associé propriétaire l'adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les actionnaires.

Chaque fois que pour exercer un droit quelconque, les propriétaires des actions en nombre inférieur à celui requis, pour exercer leur droit, font leur affaire personnelle du groupement ou, éventuellement, de l'achat ou vente des actions nécessaires.

Le nu-propriétaire dispose du droit de vote, sauf pour les décisions qui sont relatives à l'affectation des bénéfices où ce droit de vote est réservé à l'usufruitier. Pour autant, le nu-propriétaire a le droit de participer à toute décision collective.

Les associés ont le droit d'obtenir la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur le jour de leur demande, comportant en annexe, et le cas échéant, la liste des commissaires aux comptes en exercice. La délivrance a lieu au siège social et à la charge de l'associé demandeur.

Les associés peuvent demander la communication des livres et des documents sociaux deux fois par an. Par ailleurs, deux fois par exercice, des associés représentant un vingtième du capital social peuvent poser des questions par écrit sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation au président, dont la réponse doit être notifiée au(x) commissaire(s) aux comptes.

## 2 Les spécificités des actions en industrie

Les associés porteurs d'action en industrie bénéficient du droit de vote et du droit au bénéfice dans les mêmes conditions que les autres associés.

Les titulaires des actions en industrie ont un droit au partage des bénéfices et de l'actif net, et contribuent aux pertes.

Les actions en industrie sont toutefois inaliénables.

Les apports en industrie sont soumis à une évaluation dans l'année qui suit leur émission par un commissaire aux apports, dans les conditions prévues par l'article L.225-8 du code de commerce. Les associés doivent statuer sur le rapport du commissaire aux apports à la majorité ordinaire.

Les associés apporteurs en industrie s'interdisent d'exercer toute activité concurrente à celle qui fait l'objet de leur apport en industrie.

Même lorsque la durée prévue pour l'exécution de la prestation relative à l'apport en industrie est expirée, l'associé apporteur conserve ses parts sociales et tous les droits qui y sont afférents.

Si la société était transformée en une société qui ne permet pas les apports en industrie, les apporteurs en industrie sont dédommagés de leurs droits sur les bénéfices passés non distribués.

Les dividendes dus pour l'exercice en cours sont dus après avoir été calculés au prorata de la durée d'activité de l'associé en industrie et seront payés après l'approbation des comptes de l'exercice en cours.

Les actions en industrie sont annulées si l'associé apporteur de son industrie perd sa qualité d'associé, pour quelque raison que ce soit, et notamment en cas de décès, de retrait ou d'exclusion.

Dans le cas où l'apporteur en industrie inexécuté sa prestation alors qu'il a été mis en demeure par le président et que celle-ci est restée infructueuse, une assemblée générale peut lui retirer sa qualité et ses droits d'associé. Il doit être convoqué au moins 30 jours à l'avance et il aura un droit de parole lors de l'assemblée pour exposer les arguments en sa défense.

## Article 14 Gestion de la société

La société est représentée, dirigée et administrée par le président. Le président de la société est lors de son renouvellement élu à la majorité simple par l'assemblée générale. Le mandat du président est renouvelable sans limitation. Le président est nommé pour une durée de 6 ans.

Les fonctions de président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

## Article 15 – Exclusion d'un associé

Cette clause peut être modifiée à l'unanimité des associés.

Un associé personne morale qui fait l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire est exclu de plein droit.

Un associé peut être par ailleurs exclu pour violation des statuts pour avoir :

- Commis des actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la société,
- Exercé une activité concurrente à celle de la société
- Été révoqué de ses fonctions de mandataire social,
- Créé une obstruction à des opérations sociales importantes.

L'exclusion peut également être prononcée dans les cas suivants :

- Toute action allant à l'encontre du développement de l'entreprise, notamment la divulgation d'informations comptable, financière, commerciale, technique (liste non exhaustive) à des tiers.
- Vol, et non-paiement de dettes envers la société

L'exclusion est décidée par décision collective des associés.

L'exclusion d'un associé est décidée par un vote à la majorité absolue des membres présents ou représentés. Lors de ce vote, les associés voient leurs droits de vote réduits à une seule voix, quelle que soit leur participation en capital.

La décision d'exclure un associé nécessite que celui-ci en soit informé préalablement et régulièrement convoqué par le Président. L'information prend la forme d'une notification par lettre recommandée avec accusé de réception devant être envoyée deux semaines avant la date de prise de décision. La notification contient les éléments qui justifient l'exclusion, l'explication des faits accompagnée de pièces justificatives. Cette notification est communiquée, à l'identique à tous les associés pour information. L'associé dont l'exclusion est envisagée a le droit de présenter ses arguments de défense aux autres associés ainsi qu'au président et de se faire assister lors de la prise de décision à son encontre et peut également recourir, à ses frais à un huissier de justice.

Ses arguments doivent figurer dans la décision finale des associés.

La décision d'exclusion statue sur le rachat des actions de l'associé exclu, elle permet de désigner ses acquéreurs, et les procédures statutaires habituelles en cas de cession telles que le droit de préemption ou d'agrément ne s'appliquent pas dans le cas de l'exclusion.

L'exclusion prononcée, l'associé exclu perd immédiatement son droit de participer et de voter aux réunions ou consultations d'associés, mais pas celui de percevoir les dividendes, et cède la totalité de ses actions dans un délai de trente jours à compter de l'exclusion aux autres associés au prorata de leur participation au capital. Le prix est fixé à l'amiable entre les parties. A défaut d'accord, le prix est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-3 du Code civil.

Le registre des mouvements de titre de la société est tenu à jour des cessions suivant une exclusion.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le versement du prix à celui-ci n'ont pas lieu dans les trente jours, la décision d'exclusion est nulle et de nul effet.

LM  
BO

## Article 16 – Présidence

La société est gérée, administrée et représentée à l'égard des tiers par son Président, personne physique ou morale, actionnaire de la société.

Les pouvoirs de Président seront exercés par Lainé Mickaël né le 04/06/1990 et domicilié au 88 rue Paul Lafargue 59171 Hornaing.

Le Président est nommé par les associés dans les conditions de vote des décisions collectives ordinaires.

Lorsqu'une personne morale a la qualité de Président, les dirigeants de celle-ci sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que si ces personnes étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président est investi, en vertu de la loi, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. Il les exerce dans la limite de l'objet social et dans la réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi ou les statuts aux associés.

La société est engagée par tout acte du Président, même ne relevant pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers avaient connaissance du dépassement de l'objet social par l'acte du président, ou qu'ils ne pouvaient pas l'ignorer compte tenu des circonstances. La seule publication des statuts ne constitue cependant pas une preuve. Toute limitation des pouvoirs du Président par les statuts est inopposable aux tiers.

Le président assume la direction générale de la société, sous sa responsabilité. Aussi, le Président peut accomplir tout acte de direction, de disposition, de gestion et d'administration de la société. Ses pouvoirs sont limités par l'objet social et les prérogatives de décision des associés.

Le président arrête les comptes à la fin de chaque exercice social. Il vérifie que les prescriptions légales et réglementaires sont respectées en la matière, il dresse l'inventaire des éléments de l'actif et du passif, du bilan, du compte de résultat et de l'annexe. Il établit le rapport de gestion obligatoire.

Le Président peut désigner des mandataires spéciaux par voie de subdélégation ou de substitution de pouvoirs pour un ou plusieurs objets déterminés, ou catégories d'opérations déterminées, en dehors des pouvoirs spécifiquement réservés à d'autres organes sociaux.

Le président est responsable des infractions aux dispositions légales, des violations des statuts, des fraudes qu'il commettrait durant sa gestion, envers la société et les tiers.

Le président a droit, pour le rémunérer de l'exercice de ses fonctions, à une rémunération proportionnelle au chiffre d'affaires, ainsi qu'au remboursement de ses frais, sur fourniture des pièces justificatives.

Les modalités de traitement de cette rémunération seront fixées par décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers lors de l'approbation annuelle des comptes.

Le président est révocable à tout moment par les associés qui statuent dans les conditions de vote prévues pour les décisions ordinaires.

La révocation ne peut être effectuée que pour justes motifs.

Le président doit être informé de la décision de révocation envisagée, par lettre recommandée avec accusé de réception, et avoir la possibilité de présenter ses observations aux associés avant l'invention effective de la révocation.

Le président peut quitter ses fonctions à tout moment, sous réserve qu'il respecte un préavis de 60 jours, et qu'il notifie son départ par lettre recommandée avec accusé de réception. La société peut demander au président qui démissionne sans respecter le préavis ou qui est de mauvaise foi des dommages-intérêts forfaitaires à hauteur de 1000€.

Le président remplaçant est désigné selon les mêmes modalités que pour la nomination du président permanent, pour la durée qui reste à courir jusqu'à la fin du mandat de son prédécesseur.

#### Article 17 – Directeurs généraux

Le président peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques qui portent le titre de directeur général ou de directeur général délégué, et qui peuvent ne pas être des actionnaires de la société. Ils sont investis, sauf dispositions statutaires contraires inopposables aux tiers, des mêmes pouvoirs que le président.

Les directeurs généraux ont un rôle d'assistance vis-à-vis du Président dans l'exercice de ses missions.

Les associés agréent le directeur général nommé par le président par une décision collective votée à la majorité absolue.

La durée des fonctions du directeur général est fixée dans la décision de nomination, et ne peut excéder celle du président, sauf en cas de démission, d'empêchement ou de décès de celui-ci. Dans ces derniers cas, le directeur général conserve ses fonctions jusqu'à ce qu'un président temporaire soit nommé. Le mandat du directeur général est renouvelable sans limitation.

La rémunération des fonctions de directeur général est fixée par la décision collective qui le nomme.

Le directeur général peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de 2 mois. Par ailleurs, il est révocable à tout moment, par décision collective et vote à la majorité absolue, sans nécessité de justes motifs et sans droit indemnisable, sans préjudice des règles du droit du travail.

#### Article 18 – prérogatives décisionnelles

Le président, de la même manière que les directeurs généraux, ne peut pas accomplir seul certains actes ou opérations qui relèvent obligatoirement de la compétence des associés, leur accord préalable est nécessaire.

Sont notamment concernés les actes portant sur :

- L'augmentation, la réduction ou l'amortissement du capital ;
- La nomination des commissaires aux comptes ;
- L'approbation des comptes annuels et aux bénéfices ;
- Les opérations de fusion, scission, dissolution et transformation de la société ;
- L'approbation des conventions réglementées,
- L'exclusion d'un actionnaire,
- Les modifications statutaires ;
- L'agrément d'un cessionnaire d'actions,
- L'apport partiel d'actifs ;

- La vente de fonds de commerce de la société ;
- L'affectation du résultat ;
- Tout acte de disposition relatif à un fonds de commerce (vente, achat, nantissement, location-gérance, apport...) ;
- La création de filiale ;
- La conclusion de crédit-bail ;
- La constitution de garanties sur les biens sociaux.

A cet effet, le président notifiera par écrit à tous les associés son intention de réaliser une de ces opérations. La notification devra indiquer :

- La nature, le prix et les modalités de l'opération envisagée ;
- Les conséquences financières et commerciales de l'opération ;
- Les raisons pour lesquelles l'opération est diligentée.

Article 19 – participation aux décisions collectives et conditions de majorité

#### 1 le droit de vote

Chaque action donne droit à une voix.

Tous les actionnaires peuvent voter aux décisions collectives, que ce soit personnellement, à distance ou par l'intermédiaire d'un mandataire, quel que soit son nombre d'actions possédées, sous réserve de la déchéance encourue pour défaut de libération des versements exigibles sur les actions possédées. L'associé qui souhaite participer aux décisions collectives doit, toutefois, avoir préalablement inscrit en compte ses actions à son nom avant la date de la décision collective.

#### 2 Les conditions de majorité

Sauf dispositions particulières des statuts, les décisions sont prises selon les règles de majorité décrites au paragraphe suivant.

Les décisions ordinaires, qui ne modifient pas les statuts, ainsi que les décisions qui portent sur une augmentation ayant pour effet de porter le capital à un montant supérieur au capital maximum autorisé, sont prises à la majorité absolue des associés présents ou représentés.

Les décisions qui sont votées à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés sont celles qui impliquent :

- L'approbation des comptes ;
- L'affectation du résultat ;
- La nomination ou la révocation du président ;
- La nomination d'un commissaire aux comptes ;
- La dissolution ou la liquidation de la société ;
- L'augmentation et la réduction du capital qui ont pour effet de porter le capital à un montant en dessous du capital minimum autorisé, ou au-dessus du capital minimum autorisé ;
- La fusion scission et apport partiel d'actifs ;
- L'agrément des cessions d'actions ;
- L'exclusion d'un actionnaire

Enfin, sont prises à l'unanimité les décisions qui concernent :

- L'adoption ou la modification des clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité des actions, l'agrément des cessions d'actions, l'exclusion et la suspension d'un actionnaire,

- Les modalités de vote et les conditions de majorité
- La modification des règles relatives à l'affectation du résultat,
- Le changement de forme de la société

### 3 . La tenue de l'assemblée générale

Les décisions de la collectivité d'associés pourront être prises en assemblée générale, ou au besoin par vidéoconférence ou conférence par téléphone, ou par correspondance. Ces décisions collectives peuvent s'exprimer dans un acte signé par tous les associés ou par consultation écrite.

L'assemblée est convoquée par le président, 16 jours au moins avant la date de réunion, aux frais de la société, par tout procédé de communication écrit ou électronique. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion.

Les documents mentionnés ci-après sont communiqués à chaque associé avant toute décision collective et leur sont adressés avant toute assemblée, en même temps que le formulaire de vote à distance en cas de consultation écrite ou de vote par voie électronique, le cas échéant. Sont envoyés tous les documents utiles à l'information des associés, et plus particulièrement les informations relatives à l'ordre de jour et le texte des résolutions, ainsi que le rapport du président et le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes.

Si l'objet de l'assemblée est l'approbation des comptes sociaux alors les associés doivent recevoir en même temps que leur lettre de convocation à l'assemblée ou que la mise à disposition du formulaire de vote à distance l'ensemble des comptes annuels ou consolidés, le rapport sur la gestion du groupe, le tableau des résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices clos.

L'assemblée est présidée par le président, celui-ci peut être désigné au cours de l'assemblée, en cas d'absence de ce dernier, l'assemblée désigne un associé pour présider temporairement celle-ci. Un secrétaire est également désigné par les associés. Une feuille de présence est dressée par le président et certifiée exacte pour chaque assemblée, émargée par chaque actionnaire présent ou représenté.

Tout associé peut voter lors d'une consultation écrite ou, lors d'une assemblée ordinaire, par correspondance. A cet effet, la société met à disposition des associés un formulaire qui est remis à ceux qui en font la demande. Ils complètent celui-ci, en établissant pour chaque résolution le sens de leurs votes. Les associés disposent d'un délai maximal de 7 jours à compter de la réception des projets de résolution pour répondre et envoyer leur vote, par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie. Au-delà du délai de 7 jours l'associé qui n'a pas envoyé le formulaire est réputé s'être abstenu.

Les associés pourront choisir de voter à distance sous la forme d'un courrier électronique. La société devra obtenir le consentement de chaque actionnaire qui recevra les documents et formulaires de manière dématérialisée.

Toute délibération de l'assemblée générale des actionnaires ou toute consultation écrite est constaté dans un procès-verbal, que le président dresse et signe.

Tous les procès-verbaux sont incorporés dans un registre spécial, conservé au siège social, registre qui est coté et paraphé, ou sur des feuilles mobiles, numérotées en continue et paraphées et tenus à jour conformément aux dispositions légales en vigueur.

Une fois la feuille remplie, partiellement ou totalement, elle est jointe aux autres feuilles utilisées, et toute modification telle qu'une addition, suppression, substitution ou inversion des feuilles est interdite.

Le président certifie conforme des copies ou extraits des délibérations des actionnaires, ou par le liquidateur si la société est en liquidation.

Il est nécessaire que les associés ayant participé à la réunion signent le procès-verbal, l'acte ou le relevé des décisions dans un délai d'un mois. Le président établit le procès-verbal et le signe également. Ce procès-verbal mentionne le vote de chaque actionnaire.

A chaque action est attaché un droit de vote proportionnellement au capital représenté par l'action.

Les copies ou extraits du registre des assemblées sont certifiés conformes par le président et le secrétaire, ou, le cas échéant, par le liquidateur de la société.

Lorsqu'une décision provient du consentement unanime des associés et qu'elle est formalisée par un acte, celui-ci rappelle les documents et les informations qui ont été communiqués aux associés avant la prise de décision. Cet acte est signé par tous les associés et est retranscrit sur le registre spécial ou les feuilles numérotées.

## Article 20 – Conventions réglementées

### 1 Domaine

Toute convention conclue entre la société et son président, un des directeurs généraux de la société ou un associé détenant plus de 10% des droits de vote, ainsi qu'avec une société actionnaire contrôlant la société est une convention réglementée (ci-après, les « conventions réglementées »). Les conventions réglementées sont soumises au contrôle des associés. Toutefois, les conventions qui portent sur des opérations courantes, conclues à des conditions normales ne sont pas concernées.

### 2 Ratification

Les conventions réglementées doivent toutefois être communiquées au commissaire aux comptes, s'il en existe un, sauf si en raison de leur objet ou de leur implication financière, elles ne sont significatives pour aucune des parties.

Le président notifie les conventions réglementées au commissaire aux comptes s'il en existe un, dans un délai de deux mois à compter de leur conclusion.

Un rapport spécial (ci-après, le « rapport ») est rédigé par le président, ou le commissaire aux comptes s'il en existe un, qui est rendu aux associés. Lors de l'approbation des comptes annuels, les associés statuent sur ce rapport.

En cas de consultation à distance, le rapport est joint aux documents adressés habituellement aux associés. En effet, tout associé a droit à obtenir communication de ce rapport.

Lorsque le vote des associés sur le rapport se traduit par un refus de ratification, alors la convention réglementée est valide et cela n'entraîne pas sa nullité. Toutefois, le refus de ratification a pour conséquence que tout résultat dommageable résultant de la convention réglementée pour la société est à la charge du président, du dirigeant ou de l'associé contractant. En cas de pluralité des contractants, leur responsabilité est solidaire.

### 3 Conventions interdites

Les conventions réglementées, à peine de nullité du contrat, ne peuvent avoir pour objet, au bénéfice de la partie contractante ou de toute personne interposée telle que le président, le directeur général ou l'associé, de :

- Contracter des emprunts auprès de la société ou un découvert en compte courant ;
- De faire cautionner ou avaliser par la société des engagements de la partie contractante envers les tiers.

#### Article 21 – comité d'entreprise

Le cas échéant, un comité d'entreprise devra être constitué en application des dispositions des articles L. 2322-1 et suivants du code du travail.

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par l'article L. 2323-66 du Code du travail auprès du président ou de toute personne à laquelle le président aurait délégué ses pouvoirs relatifs au comité d'entreprise.

Préalablement à toute décision collective, le président adresse au comité d'entreprise les mêmes documents qu'aux salariés.

Le comité d'entreprise pourra demander d'inscrire des projets de résolution à l'ordre du jour de la réunion dans un délai de 30 jours avant la date prévue de la réunion. Le comité d'entreprise envoie sa demande par lettre recommandée avec accusé de réception. Sa demande doit comprendre le texte des projets de résolution, assorti d'un bref exposé des motifs.

Le président accuse réception de celle-ci dans un délai de 5 jours après sa réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'il envoie au comité d'entreprise.

#### Article 22 Commissaire aux comptes

Un ou plusieurs commissaires aux comptes devront être nommés par décision collective des associés si les conditions de l'article L. 227-9-1 du code de commerce sont remplies.

Les commissaires aux comptes sont nommés par décision collective des associés, à la majorité ordinaire. Peuvent être désignés également des commissaires aux comptes suppléants chargés de remplacer le titulaire en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices. Leur fonction expire à la fin de l'assemblée générale statuant sur les comptes du dernier exercice.

Tout associé pourra demander à la société de charger le commissaire aux comptes ou tout autre expert qu'il aura désigné pour accomplir des missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise, pour la société ou ses filiales.

#### Article 23 – exercice social

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31/12/2018.

#### Article 24 – comptes annuels

Les opérations sociales figurent dans une comptabilité régulièrement tenue à jour.

Le président dresse, à chaque fin d'exercice social :

- L'inventaire ;

- Les comptes annuels, conformément aux exigences du code du commerce ;
- Un rapport de gestion écrit qui expose, pour la période de l'exercice écoulé :
  - o La situation actuelle de la société
  - o L'évolution prévisible
  - o Les événements importants depuis la clôture de l'exercice
  - o Les activités de recherche et développement
- Un bilan auquel est annexé un état des cautionnements, avals et garanties et sûretés consentis par la société.

La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation ne peuvent pas être modifiées d'un exercice à l'autre, sauf changement exceptionnel dans la situation de la société. Dans le cas d'une telle modification, l'annexe du bilan comporte toutes les justifications appropriées et le rapport de gestion et le rapport des commissaires aux comptes, le cas échéant.

Les commissaires aux comptes ont accès, dans le mois qui précède la convocation de l'assemblée ou à la consultation écrite des actionnaires appelée à statuer sur les comptes annuels, aux comptes annuels et au rapport de gestion.

Le président convoque une décision collective visant à approuver les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois après la clôture de l'exercice.

Cette décision collective permet en même temps aux associés de statuer sur les conventions réglementées, en les approuvant ou les rejetant.

#### Article 25 – affectation et répartition du résultat

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. La date d'encaissement et de paiement n'est pas prise en compte.

Le compte de résultat fait apparaître, par différence après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Du bénéfice de l'exercice, duquel on déduit les éventuelles pertes antérieures, 5% des sommes sont prélevées pour les apporter au fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fond de réserve aura atteint 10% du capital social, et reprendra son cours si le montant de la réserve légale descendait ensuite en dessous de ce taux 10%.

Est également prélevé sur le bénéfice de l'exercice toute autre somme à porter en réserve en application de la loi.

Le bénéfice distribuable résulte du bénéfice de l'exercice auquel on déduit les pertes antérieures, les sommes portées en réserve, et auquel on ajoute le rapport bénéficiaire.

A moins d'une opération de réduction de capital, les bénéfices distribuables ne peuvent pas être distribués aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de cette distribution, inférieur au montant du capital auquel on additionne les réserves qui ne sont pas distribuables du fait de la loi ou des statuts.

S'il existe des réserves facultatives, c'est-à-dire supérieures à 10% du capital social, alors les associés peuvent décider de prélever des sommes sur celles-ci pour les distribuer, à titre ordinaire ou exceptionnel. Dans un tel cas, la décision de distribution précise sur quels postes de réserve les prélèvements ont lieu, après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

L'écart de réévaluation ne peut pas être distribué. En revanche, il peut s'incorporer totalement ou partiellement au capital.

Un compte spécial est créé sur lequel les pertes sont inscrites après l'approbation des comptes. Elles pourront alors être imputées sur les bénéfices des exercices suivants.

Le bénéfice distribuable est soumis à la décision de l'assemblée générale, qui décide, sur proposition du président, si celui-ci est réparti entre actionnaires en tant que dividende, affecté en réserves ou en amortissement du capital, ou reporté à nouveau.

Les associés décident collectivement des modalités de paiement des dividendes : en numéraire ou en actions de la société.

Le paiement a lieu dans un délai de 8 mois à compter de la clôture de l'exercice.

L'actionnaire, pour recevoir les dividendes, présente son attestation d'inscription en compte. Les dividendes perçus régulièrement ne font l'objet d'aucune retenue ou de restitution, et restent acquis individuellement et définitivement aux actionnaires.

#### Article 26 – transformation de la société

Les associés peuvent décider collectivement de transformer la forme de la société. Le commissaire aux comptes, le cas échéant, rend un rapport qui atteste que les capitaux propres sont d'un montant au moins aussi grand que celui du capital social, sauf si la transformation vise la forme de société en nom collectif, auquel cas l'unanimité est nécessaire.

La transformation en société en commandite simple en SARL ou en société par actions est décidée à la majorité des deux tiers des associés présents ou représentés, et chaque associé qui devient commandité doit donner son accord.

Toute transformation entraînant l'augmentation des engagements des associés ou la modification des clauses des statuts exigeant l'unanimité, nécessite un vote à l'unanimité des associés.

#### Article 27 – dissolution anticipée de la société

La dissolution anticipée est prononcée sur décision des actionnaires à la majorité des deux tiers prévue par les présents statuts.

La décision collective désigne les liquidateurs.

Si des pertes constatées dans les documents comptables ont eu pour conséquence que les capitaux propres de la société atteignent un montant inférieur à la moitié du capital social, les actionnaires décident s'il y a lieu de dissoudre par anticipation la société dans un délai de quatre mois après l'approbation des comptes révélant les pertes.

En cas de non dissolution de la société, celle-ci réduit son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes non imputées sur les réserves avant la clôture du deuxième exercice à la suite de celui qui a révélé les pertes, dans le cas où les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Que les associés décident de dissoudre la société ou non, la résolution qu'ils adoptent doit être publiée.

Dans le cas où la décision collective n'a pas respecté les modalités ci-avant énoncées, ou si aucune décision n'a été prise, ou si les dispositions du quatrième paragraphe du présent article ne sont pas appliquées, alors tout intéressé pourra demander la dissolution de la société devant un tribunal de

LM  
10

commerce. La dissolution de la société devant un tribunal de commerce. La dissolution n'est opposable aux tiers qu'après la publication au registre du commerce et des sociétés.

Le boni de liquidation, s'il en existe un, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Au moment de la dissolution, la société est en liquidation. Sa dénomination est suivie, à partir de ce moment, des termes « société en liquidation ». Le liquidateur est nommé par la décision collective de dissolution. Le liquidateur n'est pas obligatoirement un associé.

La collectivité des associés conserve ses attributions.

En fin de liquidation, les actionnaires sont convoqués pour statuer sur les comptes définitifs, le quitus des liquidateurs, la décharge de leur mandat, et constatent la clôture de la liquidation.

Article 28 – Personnalité morale – immatriculation

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Douai.

Article 29 – contestations

Tous différends susceptibles de surgir pendant la durée de la société, ou au cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires et les représentants légaux de la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'exécution ou l'interprétation des présents statuts seront jugés conformément à la loi et soumis à la juridiction compétente.

Article 30 – actes accomplis pour la société en formation

Est dressé un état des actes accomplis pour la société en formation, avec l'indication pour chacun de ces actes de l'engagement en résultant pour la société. Cet état des actes est présenté aux associés, et est annexé aux statuts, dont la signature emportera reprise de ces engagements par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Les soussignés donnent rétroactivement le mandat à Lainé Mickaël domicilié au 86 rue Paul Lafargue 59171 Hornaing pour prendre, au nom et pour le compte de la société, tous les engagements nécessaires jusqu'à son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Article 31 – Publicité

Le président a tous pouvoirs pour remplir les formalités de publicité nécessaires imposées par la loi, dans un journal d'annonces légales, et au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer toute autre formalité, notamment l'enregistrement des statuts.

Article 32 – frais

Tous les frais, droits et honoraires du fait de la constitution de la société seront portés au compte « frais de premier établissement ».

Annexes :

- Etat des actes accomplis pour la société en formation

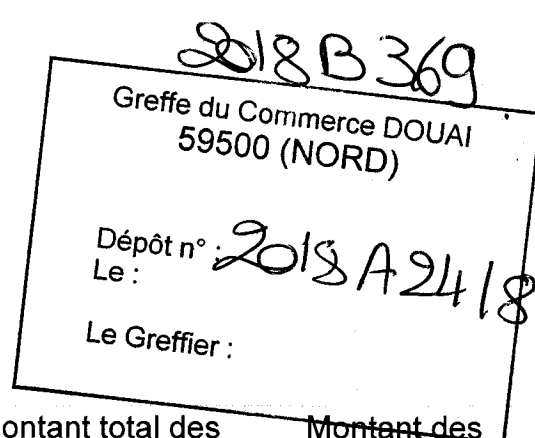
Fait à Hornaing, le 05/04/18 en 5 exemplaires dont un pour chaque actionnaire, un pour l'enregistrement et deux pour le greffe.

Signature des associés précédés de la mention « Lu et approuvé » :

Lu et approuvé

Lu et approuvé

SAS A4L  
Société par actions simplifiée  
au capital de 3000 euros  
Siège social : 88 rue Paul Lafargue 59171 Hornaing



### LISTE DES SOUSCRIPTEURS D'ACTIONS

| Nom, prénoms, adresse ou<br>dénomination, siège des souscripteurs | Nombre d'actions<br>souscrites | Montant total des<br>souscriptions | Montant des<br>versements<br>effectués |
|-------------------------------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|----------------------------------------|
| Lainé Mickaël 86 rue Paul Lafargue<br>59171 Hornaing              | 210                            | 2100€                              | 2100€                                  |
| Pacholczyk Bertille 86 rue Paul Lafargue<br>59171 Hornaing        | 90                             | 900€                               | 900€                                   |
| Total                                                             | 300                            | 3000€                              | 3000€                                  |

Certifié exact, sincère et véritable par Lainé Mickaël, actionnaire principal et président de la Société SAS A4L, SAS en cours d'immatriculation.

Fait à Hornaing  
Le 21/06/18  
En 2 exemplaires.

Signature du fondateur

